

engagé les forces armées du Burundi à continuer d'appuyer le gouvernement de coalition et appelé les milices des factions combattantes à déposer les armes et à renoncer à la violence. Le Canada favorise les initiatives de diplomatie préventive de l'ONU et de l'OUA au Burundi pour éviter une conflagration à la rwandaise. Dans cet esprit, il a accepté de d'envoyer trois experts de ses forces armées pour former leurs homologues burundais en matière de respect des droits de la personne et de développement démocratique.

La situation demeure préoccupante

Au Rwanda, la situation interne nous préoccupe encore. En effet, les derniers rapports des observateurs de l'ONU continuent de parler d'arrestations arbitraires faites sur la base de délation sans vérification suffisante, de milliers de prisonniers qui s'entassent dans des prisons aux conditions inhumaines et des nombreux crimes ainsi qu'obstacles auxquels doivent faire face les propriétaires voulant récupérer leurs biens. Lors de mon séjour au Rwanda, j'ai obtenu certaines assurances des autorités gouvernementales sur ces questions. Mais malheureusement, les rapports d'abus incontrôlés persistent.

Tout en comprenant les circonstances très difficiles qui prévalent au Rwanda, nous ne pourrions pas éviter que nos engagements soient colorés par ces événements.

La situation au Burundi est encore bien plus inquiétante et difficile à contenir. Sans les efforts constants de l'ambassadeur Abdallah, représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, le Burundi aurait sans doute déjà plongé dans l'abîme. Les extrémistes ont fait de leur mieux pour empêcher la tenue de la Conférence de Bujumbura. Ils ont obtenu la démission du premier ministre par la force, mais les autorités ont été en mesure de permettre que la Conférence aille de l'avant tel que prévu. À la Conférence, nous avons pu entendre les appels dramatiques du président pour qu'une enquête judiciaire internationale sur l'assassinat du président Ndadaye ait lieu. Pour le moment, les éléments extrémistes semblent avoir réussi à rendre inopérante la convention de gouvernement du 10 septembre. Le problème vient en bonne partie de certains chefs politiques qui sont déterminés à prendre le pouvoir par le biais de la confrontation, des exactions, des menaces et du recours aux milices. En réalité, ces boutefeux utilisent toute la panoplie des moyens terroristes. Le dernier exemple de cette déviation est l'assassinat du ministre de l'Énergie et des Mines il y a à peine 12 jours. Ce leader modéré avait été reçu au Canada en décembre dernier.

Comme vous pouvez le constater, tout au long de ce processus, le Canada n'est pas resté indifférent aux souffrances qui affligent les peuples de la région. Il a versé 35 millions de dollars en